



Stop ! Non au démantèlement des organismes de recherche

L'autonomie scientifique des universités ne sera qu'une façade dans une construction dirigiste et centralisée entièrement contrôlée par l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), imposant une recherche sur projets à court terme, sans prise de risque, sur les axes détaillés établis par le ministère, avec un nombre croissant de personnels précaires. Ce dispositif de contrôle du champ scientifique par le politique est complété par l'AERES, agence d'évaluation entièrement constituée de personnalités nommées.

Les phénomènes de concentration de pouvoirs sans contre-pouvoirs au sein des universités seront aggravés par la disparition programmée des EPST en tant qu'organismes de recherche ayant une politique scientifique autonome, en particulier le CNRS, principal vecteur d'une recherche non finalisée sur le long terme privilégiant la pluridisciplinarité et la prise de risque. Les UMR (Unités Mixtes de Recherche, dépendant d'une université et d'un organisme de recherche), représentent l'endroit où peut s'articuler une vision nationale et internationale assurée par les organismes de recherche, et la dimension locale qui relève de l'université de tutelle. Cette articulation permet de coordonner l'effort de recherche dans chaque champ disciplinaire et dans le contexte international. La commission d'Aubert prépare aujourd'hui la suppression de fait de cette double tutelle, et s'apprête ainsi à casser un système qui a fait la preuve de ses vertus structurantes.

Une autre réforme de l'enseignement et de la recherche est possible

Face à ces mesures qui nous paraissent inadaptées et dangereuses, nous demandons :

- Une répartition complètement modifiée des affectations de moyens pour l'enseignement supérieur et la recherche prévues dans le budget 2008. Il faut diminuer les crédits affectés à l'ANR et au Crédit Impôt Recherche, pour augmenter ceux versés aux laboratoires par le biais des établissements (universités et organismes de recherche).
- Un renforcement du partenariat entre universités et organismes de recherche, en maintenant le principe d'une double tutelle (locale et nationale) sur les unités mixtes de recherche.
- Un plan pluriannuel de création d'emplois (chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs, techniciens, administratifs) afin de maintenir la possibilité d'une recherche à moyen terme sur statuts stables pour les générations à venir.

Manifestons le jeudi 6 décembre 2007

A Paris, départ de la manifestation de Jussieu à 14h



Stop ! Non aux milliards

postiches pour les universités

Les 4 milliards promis par Mme la ministre pour la rénovation des campus universitaires venant de la vente de 3% d'EDF vont-ils d'un coup de baguette magique résoudre tous les problèmes des universités ? Elle oublie de dire qu'au même moment, aucun emploi n'est créé et que les crédits de recherche qui ne suivent pas l'inflation. Comment la croire quand elle affirme, sans création d'emplois, que la dépense par étudiant des universités sera portée au niveau de celle des grandes écoles ? Par des heures supplémentaires, en diminuant plus encore, le temps de recherche des enseignants-chercheurs ? Où sera la disponibilité, pour un suivi individualisé, d'enseignants croulant sous les heures de cours ? Où sera la modernité de leur enseignement s'ils n'ont plus de temps pour faire de la recherche ?

L'urgence aurait dû être d'investir massivement dans les universités, surtout dans leurs moyens humains. Mais l'urgence pour le gouvernement a été la mise en place de la LRU (Loi libertés et responsabilités des universités), c'est-à-dire un cadre (l'autonomie des universités) qui lui permette d'accélérer un désengagement financier, tout en masquant cette démarche par des effets d'annonce. Cette autonomie verra un fort accroissement des pouvoirs attribués aux présidents d'université, qui auront en particulier la haute main sur les processus de recrutement de personnel, au mépris de la norme internationale, qui recommande un recrutement par des pairs compétents.

Une autre réforme de l'enseignement et de la recherche est toujours possible

Face à ces mesures qui nous paraissent inadaptées et dangereuses, nous demandons :

- Un plan pluriannuel de création d'emplois (chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs, techniciens, administratifs) afin de pouvoir renforcer l'encadrement pédagogique en premier cycle, sans recourir à des heures supplémentaires : il importe d'augmenter le temps que les enseignants-chercheurs peuvent consacrer à la recherche, pas de le diminuer ! La moitié de l'augmentation du Crédit Impôt Recherche suffirait pour mettre ce plan en place.
- L'octroi aux universités d'un financement par étudiant équivalent à celui des classes préparatoires, des BTS et des écoles professionnelles. Un tel soutien public est la condition indispensable pour pouvoir renouer avec l'ambition de démocratisation scolaire et pour que le financement privé ne conduise pas à un contrôle des activités d'enseignement supérieur et de recherche par le privé.

Manifestons le jeudi 6 décembre 2007

A Paris, départ de la manifestation de Jussieu à 14h



Stop ! L'université ne doit pas être gérée comme une entreprise

"L'enseignement et la connaissance sont importants parce qu'ils définissent ce qui, à travers les siècles, a fait de nous des humains, et non parce qu'ils peuvent améliorer notre compétitivité mondiale", ainsi s'exprimait récemment Drew Gilpin Faust, nouvelle présidente de l'université de Harvard. Comme l'université française a assumé depuis vingt ans un quasi-doublement des effectifs étudiants sans moyens suffisants pour accompagner cette évolution, elle se trouve aujourd'hui en grande difficulté pour remplir les missions de production et de transmission des connaissances qu'implique une telle vision.

Pour améliorer cette situation, de nombreuses propositions ont été formulées par la communauté scientifique. Mais le gouvernement les a ignorées et a tiré argument des difficultés réelles de l'université pour transformer complètement, brutalement et sans *réelle* concertation, l'ensemble du dispositif national de recherche et d'enseignement supérieur, afin que celui-ci puisse être géré comme une entreprise, afin qu'un objectif majeur de l'enseignement supérieur soit la professionnalisation immédiate, et que la recherche soit avant tout finalisée et à court terme. Nous demandons que soient clairement explicitées les perspectives d'évolution de notre système, et que toute nouvelle décision engageant son avenir soit précédée d'une concertation avec les instances *véritablement* représentatives des personnels.

Une autre réforme de l'enseignement et de la recherche est toujours possible

Face à ces mesures qui nous paraissent inadaptées et dangereuses, nous demandons :

- Pour les acteurs de la recherche et de l'enseignement, une véritable autonomie scientifique et pédagogique par rapport au politique (qui n'implique aucunement un désintérêt pour les demandes de la société). Contrairement à ce que la référence à l'autonomie des universités veut laisser croire, cette autonomie-là leur est refusée.
- Une répartition complètement modifiée des affectations de moyens pour l'enseignement supérieur et la recherche prévues dans le budget 2008. Il faut diminuer les crédits affectés à l'ANR et au Crédit Impôt Recherche, pour augmenter ceux versés aux laboratoires par le biais des établissements (universités et organismes de recherche).

Manifestons le jeudi 6 décembre 2007

A Paris, départ de la manifestation de Jussieu à 14h